



HAL
open science

Soulèvements arabes: la révolution dans ses crises

Nicolas Dot-Pouillard

► **To cite this version:**

Nicolas Dot-Pouillard. Soulèvements arabes: la révolution dans ses crises. *Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée*, 2015, Révolutions arabes: un événement pour les sciences sociales? 138. halshs-01254941

HAL Id: halshs-01254941

<https://shs.hal.science/halshs-01254941>

Submitted on 12 Jan 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Nicolas Dot-Pouillard. Chercheur à l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo, Beyrouth). Core -Researcher au sein du programme Wafaw (When authoritarianism fails in the Arab world, European Research Council).

Soulèvements arabes : la « révolution » dans ses crises¹

« L'échec de la révolution, ce serait la révolution elle-même. La révolution et son échec ne feraient qu'un » (Merleau-Ponty, 1955 : 303)

Le concept de « révolution » (*thawra* en arabe) sied-il à ce qui fait événement dans le monde arabe depuis le soulèvement tunisien de décembre 2010 et janvier 2011 ? Dans un premier temps, il fut employé spontanément par les acteurs s'opposant aux anciens régimes. Le terme de « révolution » fut même institutionnalisé : en Tunisie, la chute du gouvernement de Muhammad Ghannouchi, en février 2011, accouche d'une « Haute instance pour la réalisation des objectifs de la révolution » (Dot-Pouillard, 2013). Les insurgés libyens préfèrent, une fois l'insurrection armée contre le régime de Mouammar Kadhafi lancée, le terme de « *thawra* », intégré dans les noms des milices naissantes, à celui « d'*intifada* », bien moins usité à l'époque (Quesnay, 2013 : 113).

En parallèle, dès 2011, le terme de « révolution » est également utilisé par les mondes de l'expertise et des *Think Tanks*, ceux des sciences sociales et des médias également. La « révolution » s'accolait, dans l'analyse, à d'autres concepts : « révoltes », « renaissances », en référence à la « *nahda* » arabe de la fin du XIX^{ème} siècle, (Ayari et Geisser, 2011), « soulèvements » et « uprisings », « printemps », en une référence plus ou moins assumée à l'Europe de 1848, « transitions démocratiques »² : la comparaison entre les « révolutions » arabes et les soulèvements européens de la seconde moitié du dix-neuvième siècle, ou la Révolution française – le « 89 arabe » (Stora, 2011) - tentait aussi d'insérer « l'imprévisible et le particulier au sein d'une plus longue trame

¹ Cet article s'inscrit dans un travail de recherche financé par le Conseil européen de la recherche (ERC) dans le cadre du programme « When authoritarianism fails in the Arab world ». Son contenu reste de la seule responsabilité de l'auteur et ne représente pas nécessairement les vues de l'institution qui l'a financé.

² Ces termes, employés dans la production académique anglophone et francophone, sont aussi utilisés par les acteurs dans le monde arabe, en un singulier jeu de miroir : « transition démocratique » (*intiqa'âl dîmukrâtî*), « printemps arabe » (*rabî' 'arabî*), « révolutions arabes » (*thawrât 'arabiyya*).

temporelle et d'une vision connue de l'histoire» (Mazeau, 2013). La « révolution » postulait également un règne des fins : du « postcolonialisme » (Dabashi, 2012), de l'islam politique, du paradigme autoritaire, voire même du tiers-mondisme d'antan (Dot-Pouillard, 2012).

En 2014, l'utilisation du concept de « révolution » est devenue plus hésitante, chez les acteurs, comme chez les analystes³ : les doutes émis quant à la possibilité de « révolutions arabes » se font en parallèle. Les « révolutions » seraient d'ores et déjà closes : le passage des crises révolutionnaires à la crise des « révolutions » aurait été rapidement effectué. La difficulté actuelle de penser encore le cycle historique ouvert en 2011 en terme de « révolution » relève de plusieurs logiques. Il y a eu, d'une part, une crise de confiance dans l'idée révolutionnaire, tout au long des années 1990 et 2000, relative à l'échec supposé des modèles révolutionnaires passés. Partiellement réhabilité en 2011, le terme de « révolutions » souffre aujourd'hui d'une vision téléologique de l'histoire : ne débouchant pas sur les transitions démocratiques promises, s'enfermant dans un cycle infernal de guerres civiles et de crises politiques, les « révolutions » arabes auraient tôt vu leurs fins. Cependant, divisions, guerres civiles, « contre-révolutions » et crises politiques, au vu des modèles révolutionnaires passés, permettent de penser encore l'actualité de ces « révolutions » arabes.

Des « révolutions glacées » ?

La « révolution » ne fait plus consensus chez les acteurs politiques ayant participé aux soulèvements populaires de 2011. Les « révolutionnaires » d'alors, qu'ils soient islamistes, libéraux, de gauche ou nationalistes arabes, sont aujourd'hui opposés entre eux : « l'ennemi principal » n'est plus du côté de « l'ancien régime ». La Libye constitua l'un des premiers sujets de division, une fois l'intervention des troupes de l'OTAN décidée en mars 2011. La crise syrienne mit définitivement fin à l'enthousiasme révolutionnaire des premiers temps. En Tunisie, comme en Egypte, les gauches du spectre politique qui s'étaient reconnues dans la chute des régimes de Hosni Moubarak et de Zin al-Abidin Ben Ali n'hésitent plus à défendre aujourd'hui le régime baathiste syrien, au nom de « l'anti-impérialisme ». Ainsi en est-il du Front populaire, coalition de la gauche radicale et de nationalistes arabes tunisiens fondée en octobre 2012, dont les drapeaux du régime syrien ornent les différents meetings et manifestations de rues – aux-côtés de ceux de la Palestine et de la Tunisie⁴. La bipolarisation politique entre islamistes et non-islamistes participa de cet effet de scission des rangs révolutionnaires : en Tunisie, elle se cristallisa dans le bras-de-fer entre un Front de salut national formé à l'été 2013, alliance hétéroclite entre anciens destouriens nostalgiques du bourguibisme d'hier et extrême-gauche, et une majorité gouvernementale emmenée par le mouvement islamiste Ennahda.

³ Le parallèle effectué ici entre la perspective des chercheurs et celles des acteurs part du principe que les deux sont en interaction, et ne se retrouvent pas forcément opposés. Notre expérience de recherche effectuée en Tunisie au cours de l'année 2011 est assez révélatrice : les acteurs politiques issus des anciennes oppositions au régime de Ben Ali consultent et sollicitent les chercheurs, se réfèrent à eux dans leur propre production théorique et politique. D'autre part, nombres de chercheurs, présents à l'époque sur les terrains des soulèvements arabes, se retrouvent dans un rapport d'empathie avec les acteurs contestataires, intervenant parfois dans les débats français ou anglo-saxons en leur faveur.

⁴ Observations de l'auteur, Tunis, 2012 et 2013.

Des « révolutions peintes en grisaille »

Serait venu le temps des « contre-révolutions » et des « restaurations », si ce n'est des guerres civiles – en Libye comme en Syrie. Le sentiment de désenchantement n'est jamais loin : il rappelle parfois, dans la prose des « révolutionnaires » eux-mêmes, la thématique de la « révolution glacée » d'un Saint Just (Saint Just, 2004 : 1141), ou le pessimisme révolutionnaire d'un Karl Marx, qui, à la suite du coup d'Etat de Louis-Napoléon Bonaparte du 2 décembre 1851 et de la fin de la vague révolutionnaire de 1848, s'interroge sur « une période historique peinte en grisaille » (Marx, 2007 : 154-155).

Les partisans syriens, en exil, du Conseil national syrien ou du Comité de coordination nationale divisent la séquence ouverte en 2011 en deux moments : celui du soulèvement initial, puis l'entrée dans une « guerre civile » de plus en plus communautarisée à partir de 2012⁵. Publiée à Beyrouth, la revue de gauche *Bidâyat* (commencements), fondée par d'anciens activistes de la gauche radicale libanaise ayant pris fait et cause pour les soulèvements de 2011⁶, se demande si ces « révolutions sans révolutionnaires » (Traboulsi, 2013) ne seraient pas « terminées » (Taqi Ad-Din, 2014 : 12). Les intellectuels se déchirent, et le « révolutionnaire » d'hier se fait « antirévolutionnaire » aujourd'hui : tel est le cas d'un Nahed Hattar, intellectuel jordanien issu du Parti communiste. Il est l'un des animateurs de la campagne de protestation contre le Roi Abdallah en 2011, pour prendre deux ans plus tard parti pour le régime syrien, en titrant l'un de ses derniers ouvrages « un faux printemps » (*rabî' za'if*) (Hattar, 2013)⁷. Certaines organisations politiques prennent une distance de plus en plus mesurée avec l'engouement révolutionnaire des premiers temps : par exemple le Hamas palestinien, qui, en 2012, rompt brutalement les ponts avec Damas, voit certains de ses activistes s'engager dans une lutte armée aux-côtés de l'opposition syrienne, pour, en 2014, adopter une attitude bien plus prudente à l'égard du soulèvement syrien, renouant des liens étroits avec une Iran et un Hezbollah libanais, pourtant fervents soutiens de Bashar al-Assad (Alhaj et Dot-Pouillard, 2015).

Les acteurs médiatiques se divisent également, choisissant, de manière sélective, ce qui pourrait alors constituer une « bonne révolution ». Née en juin 2012 d'une scission d'*Al-Jazeera*, la chaîne transnationale *Al-Mayadeen* (Les places), installée à Beyrouth, fait certes référence dans son appellation aux processus révolutionnaires du printemps 2011. Son principal fondateur, Ghassan Bin Jiddo, n'est pas seulement l'une des anciennes figures phares d'*Al-Jazeera* dans les années 2000 : c'est aussi un ancien membre du mouvement islamiste Ennahda, ayant quitté la Tunisie en 1991 suite à ses activités d'opposant au régime de Ben Ali⁸. En 2012, le discours de la chaîne télévisée s'oriente vers une défense souvent inconditionnelle du gouvernement baathiste syrien.

⁵ Entretien de l'auteur avec des représentants du Conseil national syrien (CNS) et du Comité de coordination nationale pour le changement démocratique (CCNCD) en France, novembre 2014 et février 2015. Le CCNCD, né en 2011, est notamment composé du Parti d'action communiste (PAC) et du Parti de l'union démocratique (PYD), principale formation de l'opposition kurde de Syrie. Le Conseil national syrien (CNS), formé en septembre 2011, est l'une des principales composantes de la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution syrienne, née en novembre 2012.

⁶ C'est notamment le cas de Fawwaz Traboulsi, ancien dirigeant de l'Organisation d'action communiste au Liban (OACL), fondateur de la revue *Bidâyat*.

⁷ Entretien de l'auteur avec Nahed Hattar, Amman, septembre 2014.

⁸ Entretien de l'auteur avec des membres de la rédaction d'*Al-Mayadeen*, Beyrouth, septembre 2014.

En même temps, ses clips télévisés ne cessent de célébrer, en 2014, une « révolution » tunisienne qui ne serait pas close⁹. « Révolutionnaire » dans certains cas, « contre-révolutionnaire » dans d'autres : Al-Mayadeen, à l'instar d'Al-Jazeera soutenant le soulèvement syrien mais se taisant sur celui en cours à Bahreïn en 2011, montre que les lignes de démarcation entre « révolutionnaires » et « contre-révolutionnaires » sont maintenant étrangement confondues.

Cet effet de brouillage positionnel entre « révolution » et « contre-révolution » encourage également un scepticisme croissant dans le champ des sciences sociales et de l'expertise politique quant à des « révolutions » encore possibles. L'idée même de « printemps » s'en trouve atténuée : signe des temps, François Burgat et Bruno Paoli y mettent un point d'interrogation mérité : « pas de printemps pour la Syrie ? » (Burgat et Paoli, 2013). Dans un article publié dans la *New York Review of Books*, Robert Malley et Hussein Agha tirent une conclusion radicale de cet échec supposé des « révolutions arabes », fin 2012 : « Ce n'est pas une révolution » (Agha et Malley, 2012). Le paradigme « peuple contre régime » se voit concurrencé, selon les deux auteurs, par la montée de deux autres conflits, « régimes contre régimes », et « peuples contre peuples ». A cette négation de la « révolution », peuvent se substituer d'autres approches : celles de penser en terme de « processus révolutionnaire », étalés dans un temps long, postulant que la « révolution » n'en serait pas achevée (Achcar, 2013). Enfin, il serait toujours possible de parier, pour les sciences sociales, sur un certain décalage d'avec toute téléologie révolutionnaire : Thomas Pierret et Amin Allal se demandent ainsi s'il ne serait pas plus fécond de se pencher, en une perspective « processuelle », sur les « moments révolutionnaires », en évacuant « la question de savoir si les soulèvements observés en 2011 constituent ou non de vraies révolutions » (Allal et Pierret, 2013 : 15).

Un concept malmené

Le concept de « révolution » a peut-être souffert, pour les sciences sociales, d'un certain rejet, notamment en France. Les aspirations révolutionnaires de type millénaristes, celles de révolutions idéologisées, de la révolution russe à la révolution iranienne, ont fait office de contre-modèles : une perspective antitotalitaire et libérale, en philosophie et en sciences politiques – de Claude Lefort à Marcel Gauchet – comme en histoire – François Furet – prend ses distances d'avec tout messianisme révolutionnaire, en amont de la chute du Mur de Berlin.

En terme de séquence historique, les cycles de contestations ouverts par l'année 1968 se sont depuis longtemps épuisés, tandis que la seule insurrection populaire en Europe de l'ouest date du Portugal d'avril 1975. Les « révolutions bolivariennes » et « socialistes » des années 2000, en Amérique latine, dans la lignée d'un Hugo Chavez au Venezuela ou d'un Evo Morales en Bolivie, firent peu d'émules en Europe, si ce n'est dans la gauche radicale, étant hâtivement qualifiée de « populistes » (Actuel Marx, 2013). Les messianismes révolutionnaires des années 1970 ont depuis longtemps pris fin : la Fraction armée rouge (FAR) allemande, les Brigades rouges et le mouvement Prima Linea italiens, déposent toutes et tous les armes au début des années 1990. La sociale-démocratisation d'anciens partis communistes – notamment le Parti communiste italien

⁹ Les clips télévisés d'Al-Mayadeen de septembre et octobre 2014, à l'occasion de la campagne électorale pour les élections législatives et présidentielles tunisiennes, se clôturent sur deux slogans : « Tunisie : la révolution continue » (en français), et « idha ash-sha'ab yawman iurîdu... » (Si un jour le peuple veut), phrase tirée de l'hymne national tunisien.

(PCI), transformé depuis en Parti démocrate - semble sonner le glas des mythologies révolutionnaires d'autrefois.

L'utopie disqualifiée

L'écroulement progressif du bloc soviétique, de 1989 à 1991, a participé de cet effet d'enterrement de l'idée révolutionnaire. Les historiographies révolutionnaires s'en trouvent aussi bouleversées. Un exemple patent en reste la relecture, à la fin des années 1980 et au début des années 1990, de la Révolution française. Dans les années 1960 et 1970, c'est la vision d'un Albert Soboul (Soboul, 1984) qui domine en France, faisant la part belle à la rhétorique des Jacobins, aux sans-culottes et à l'année 1793. La lecture marxiste fait du Thermidor de juillet 1794 l'acte de décès de la Révolution française (Mathiez, 2010). En 1989, à l'occasion du bicentenaire de la Révolution, tout semble inversé : Robespierre y perd en sympathie, Danton y gagne (Kaplan, 1993). L'historien François Furet n'hésite pas, quelques années plus tard, à comparer les passions révolutionnaires de 1793 à celles, encore plus violentes, d'octobre 1917, toutes ramenées à la même logique totalitaire (Furet, 2003). L'assimilation parfois hâtive entre la séquence révolutionnaire de 1793 et le phénomène totalitaire, l'analogie historique avec la « Terreur rouge » des années 1920 en Russie, le tout dans un contexte de fin de la guerre froide, n'est pas propre au débat intellectuel français. « Aux armes historiens » : les controverses sur la Révolution française voient les historiens anglo-saxons s'emparer alors des thématiques déployées par François Furet (Hobswam, 2007).

Dans les années 1990, le concept de « révolution » s'associe à celui de « fanatisme » et de « passions pour l'abstrait » (Toscano, 2011). L'idée de « réforme » gagne en légitimité, associant Danton et Karl Kautsky¹⁰. Les débats autour de la Révolution française et de la révolution russe font rages : les deux sont souvent comparées, dans leurs « furies révolutionnaires », titre d'un riche essai de l'historien Arno J. Mayer – qui tend par ailleurs à relativiser, si ce n'est à discréditer, l'idée de François Furet d'une continuité directe entre septembre 1793 et octobre 1917 (Mayer, 2002).

Cette crise de l'idée révolutionnaire entendue dans son sens chiliastique (Manheim, 2006) touche aussi le monde arabe depuis le début des années 1990. Les accords d'Oslo de septembre 1993 dessinent un tournant pour l'Organisation de libération de la Palestine : ce n'est pas seulement la reconnaissance d'Israël qui est actée par l'OLP. C'est aussi le rêve d'une « révolution palestinienne »¹¹ qui constituait, depuis les années 1970, le cœur d'une autre révolution espérée : celle du monde arabe. Le lien intime des gauches libanaises – Organisation d'action communiste au Liban¹², Parti communiste libanais – avec les principales formations palestiniennes, lors de la guerre civile libanaise, avait dessiné l'image d'une révolution espérée dans laquelle la « libération de Jérusalem » passait alors par celle de Beyrouth. Elle touchait également l'ensemble de la

¹⁰ Principal dirigeant et théoricien du Parti social-démocrate allemand, Karl Kautsky se fit dans les années 1920 le défenseur d'un marxisme « classique » pour certains, « réformiste » pour d'autres, s'opposant aux théories de Lénine.

¹¹ Le terme de « révolution » n'est pas seulement avancé, dans les années 1960 et 1970, par les gauches palestiniennes : elle l'est d'abord par le Fatah, dont le slogan populaire, présent notamment sur ses affiches et dans ses chansons partisans, demeure, jusqu'à la fin des années 1980 « révolution jusqu'à la victoire » (*thawra hatta-l-nasr*).

¹² Fondée en 1969, l'Organisation d'action communiste au Liban (OACL) a constitué l'une des principales formations de l'extrême-gauche libanaise jusqu'à sa disparition, au début des années 1990.

vaste galaxie des gauches arabes, du Travailleur tunisien (*al-ʿamal at-tūnisī*)¹³ au mouvement marocain En Avant (*ila-l-amâm*)¹⁴. Le concept de « révolution » dans le monde arabe y est alors indissociable d'un univers lié à la question nationale (Bishara, 2011). La révolution algérienne ne se construit pas sur le modèle d'une insurrection populaire urbaine, mais sur celui de la lutte armée. Des coups d'états peuvent être qualifiés de « révolutionnaires » par les acteurs : ainsi celui des Officiers libres égyptiens, en 1952, ou ceux des Baathis syriens et irakiens, en février et mars 1963. L'usage du terme de « révolution » s'inscrit, dans le monde arabe, dans le tiers-mondisme ambiant des années 1960 et 1970. Le maoïsme et les modèles de marxismes asiatiques, moins « ouvriéristes » et plus adossés à des thématiques propres au tiers-monde - question nationale et paysanne, décolonisation - font alors florès dans le monde arabe, inspirant une partie des gauches tunisiennes (Bougra, 1993) ou palestiniennes et libanaises (Dot-Pouillard, 2008).

A partir des années 1980, l'abandon des téléologies révolutionnaires est, dans le monde arabe, progressif. Le messianisme révolutionnaire ne survit qu'à-travers les effets de la révolution iranienne sur le monde arabe, et demeure porté, pour un temps seulement, par certaines formations islamistes. Cet abandon touche d'abord, à l'image de l'Europe, le champ intellectuel. Ancien théoricien du groupe de gauche radicale tunisien Perspectives (*al-afâq*) dans les années 1960, Muhammed Charfi devient, en 1989, ministre de l'Education du président Ben Ali. A l'instar d'un Mahmoud Hussein¹⁵ en Egypte, la définition d'un islam libéral, apte à concurrencer idéologiquement l'islam politique, remplace dans ses écrits les stratégies révolutionnaires d'antan. Hazem Saghieh, ancien membre de l'Organisation d'action communiste au Liban (OACL), un moment partisan de la révolution iranienne, s'oriente sur des thèses tout à la fois démocratique et libérale au détour des années 1990 – un cheminement partagé par nombres d'intellectuels libanais de sa génération, anciennement fascinés par les modèles de gauche révolutionnaire, si ce n'est par par l'islam politique (Favier, 2004).

Un processus de sociale-démocratisation touche également d'anciens militants de la gauche radicale dans le monde arabe, du Rassemblement socialiste progressiste de Ahmed Nejib Chebbi au Tadjîd¹⁶ tunisiens, en passant, au début des années 2000, par le Mouvement de la gauche démocratique de Elias Attalah – ancien responsable militaire du Parti communiste libanais. Les « révolutionnaires » d'hier, qui aspiraient à prendre le pouvoir politique, se tournent également vers l'humanitaire au détour des années 1980. L'Organisation non-gouvernementale remplace le vieux parti léniniste de type centraliste-démocratique. Le parcours d'Ahmed Othmani est révélateur de ces bifurcations : ancien militant du Travailleur tunisien, de tendance maoïste dans les années 1960 et 1970, il se détourne des idéaux révolutionnaires d'autrefois, pour travailler, quelques temps après sa sortie des prisons bourguibistes en 1979, à Amnesty International, puis à Penal Reform International (PRI), dont il fut l'un des fondateurs, en 1989 (Collectif, 2012). Dans les Territoires palestiniens, d'anciens militants des gauches révolutionnaires du Front populaire ou du Front démocratique se rapatrient également

¹³ Le Travailleur tunisien, principale formation de l'extrême-gauche tunisienne dans les années 1970, est issu du mouvement Perspectives (*al-afâq*).

¹⁴ Mouvement d'extrême-gauche né d'une scission du Parti communiste marocain dans les années 1970.

¹⁵ Mahmoud Hussein est le pseudonyme commun de Bahgat El Nadi et de Adel Rifaat. Dans les années 1960, ils se font des lecteurs de gauche du nassérisme, et militent dans la gauche radicale égyptienne (Hussein, 1969). Depuis les années 1990, leurs écrits portent exclusivement sur l'islam. Leur principale cible, après la révolution égyptienne de 2011, devient les Frères musulmans égyptiens.

¹⁶ Le Tadjîd (Renouveau) est l'ancien Parti communiste tunisien. Après la chute du président Ben Ali, en janvier 2011, il prend le nom de Massâr.

sur des activités associatives, si ce n'est humanitaire (Charif, 2011). L'abandon des « passions révolutionnaires » (Bozarslan, 2011) ne touche pas que les gauches arabes : elle affecte également les islamistes. Le post-islamisme décrit par Olivier Roy, dès 1992, se caractérise en effet par le renoncement progressif, chez les Frères musulmans comme chez les dirigeants iraniens, à une rhétorique révolutionnaire de table-rase du passé (Roy, 1992). L'intellectuel palestinien Joseph Massad s'interroge ainsi sur la pertinence, depuis le début des années 1990, de la coupure entre « laïcs » et « islamistes » : les années 1990 se caractériseraient peut-être par l'émergence d'une nouvelle intelligentsia « libérale » dans le monde arabe - au sens économique et politique du terme- regroupant tant les héritiers de l'islam politique que ceux de la vaste galaxie des « gauches » arabes (Massad, 2015), éloignée des téléologies révolutionnaires d'autrefois.

Révolutions démocratiques et libérales

Les années 1980 et 1990 n'éliminent cependant pas tout à fait le concept de « révolution » du langage politique. Il est cependant retourné et détourné. La « révolution » n'y acquiert une connotation positive qu'en étant subsumée sous les seuls paradigmes de la « transition démocratique », ou de la « révolution des droits de l'homme » (Badiou et Gauchet, 2014). Ces paradigmes ont valeur de présupposé normatif : pour le monde arabe, ce sont d'abord les facteurs qui favorisent ou, au contraire, qui bloquent le passage à une société démocratique qui sont interrogés (Salamé, 1994). Au début des années 1990, l'intellectuel tunisien Gilbert Naccache, voit en l'occurrence dans cette transition soudaine de « l'idéologie du développement » à « l'idéologie des droits de l'homme », présente également dans le champ intellectuel arabe, moins le signe d'une préoccupation éthique – l'aspiration démocratique- qu'un tournant essentiellement lié à une nouvelle conjoncture politique, entre fin de la guerre froide et seconde guerre du Golfe (Naccache, 2011).

Les soulèvements d'Europe de l'est, dans la continuité de la chute du Mur de Berlin, parfois qualifiés de « dernière grande révolution du XXème siècle » (Potel, 2006), permettent alors à la transitologie classique de développer ses thèses : il s'agit avant tout de « dégager des lois, des régularités dans les différentes façons d'en arriver au régime démocratique » (Nikolsky, 2013 : 68). Fait qui n'est pas anodin, le concept de « transition », qui correspondait dans la conception marxiste à celui d'une étape plus ou moins longue conduisant à un idéal égalitaire, y prend ici une autre connotation.

Les théories de la « *Path Dependence* » cherchent à s'extraire du modèle transitologique. Elles mettent en avant les supposées particularités héritées du passé des sociétés concernées par les transitions démocratiques (Amérique latine, Europe de l'est). Mais elles partagent avec la transitologie classique un aspect essentiel, comme le rappelle Michel Camau : celui de postuler que la sortie des dictatures s'achemine nécessairement vers un ordre démocratique et libéral, faisant lui-même office de « fin de l'histoire » (Fukuyama, 2009), même « s'il ne s'agit plus d'expliquer le passage à la démocratie ou à l'économie de marché, mais le passage à tel type de démocratie et/ou le passage à tel type d'économie de marché » (Camau, 2000 : 595). Transitologie classique et théories de la « *Path Dependence* » sont cependant soumises à la critique, dès le milieu des années 1980 et le début des années 1990. Les concepts de « conjoncture politique fluide », de

« crises multisectorielles » ou de « moment critique » permettent encore de relier ceux de « crises » et de « révolution » (Dobry, 1992).

Crises révolutionnaires, crises dans la révolution

Si le concept de « révolution » semble si difficile à utiliser à l'heure des soulèvements arabes, c'est d'abord qu'il a souffert d'une crise de confiance, si ce n'est d'une crise de croyance antérieure : les « révolutions » de 2011 se sont inscrites dans un contexte où acteurs et chercheurs tendaient à en contester, en amont, la possibilité. La « révolution » était devenue un impensé et un horizon absent. Surtout, elle n'était plus de l'ordre du souhaitable. Une fois l'évènement révolutionnaire arrivé, en 2011, la thématique de la « révolution » fut associée à deux présupposés, par les acteurs révolutionnaires comme par les analystes. Premièrement, que les « révolutions » devaient nécessairement s'inscrire dans la téléologie de la transition démocratique. Si la transition démocratique échoue, alors ce ne sont plus des « révolutions ». Deuxièmement, que la « révolution » constituerait un moment unanime, celui d'un « peuple retrouvé », et qu'elle se définirait seulement par l'antagonisme fondamental entre le « peuple » et le « régime ». Si le peuple et les oppositions politiques d'autrefois se divisent, c'est là-aussi que la « révolution » est perdue.

Il serait toutefois possible d'inverser la perspective. Les contradictions d'une « révolution » n'en constituent pas leur inverse, et n'en invalident pas forcément le cours. A la condition de lire les « révolutions » passées et présentes comme des « conflits d'intolérables » (Wahnich, 2013 : 59-68), dans lesquelles les « intolérables » sont intrinèquement liés au concept de « révolution ».

Guerres civiles

La thématique de la guerre civile, par exemple en Syrie ou en Libye, laisse supposer aujourd'hui que la séquence révolutionnaire initiale serait close. Or, l'opposition irréductible entre « révolution » et guerre civile n'est pas si évidente. Arno J. Mayer, dans sa lecture conjuguée des révolutions françaises et russes, rappelle que « la guerre civile est l'autre forme traditionnelle de la violence collective qui attise les furies révolutionnaires, d'autant plus lorsqu'elle s'associe à une guerre extérieure quasi-religieuse (...) La révolution entraîne tout à la fois guerre extérieure et guerre civile » (Mayer, 2002 : 16-17). David Armitage va jusqu'à adopter une perspective inverse : ce sont moins les révolutions qui donnent naissance aux guerres civiles, que des guerres civiles qui sont narrées ultérieurement en révolutions (Armitage, 2013).

La guerre civile n'est pas tant l'inverse d'une « révolution » qu'une étape nécessaire à son accomplissement : un phénomène que releva Léon Trotsky, dans sa théorisation radicale du « communisme de guerre », alors que ce dernier, dénonçant dans les années 1910 la théorie du centralisme démocratique léniniste, s'évertue dans ce texte rédigé au plus fort de la guerre civile russe à prôner non seulement la militarisation de la société, mais aussi à justifier la rencontre opportune entre guerre civile et « révolution » (Trotsky, 2013). La question de l'articulation du politique et du militaire, pour des mouvements se réclamant de la « révolution », n'est pas nouvelle. Elle est au cœur, dans les années 1970 et 1980, des modèles stratégiques posées par des mouvements révolutionnaires latino-américains. Le Front sandiniste de libération nationale (FSLN),

qui arrive au pouvoir au Nicaragua en 1979, se divise dans les années précédant la chute du régime de Somoza autour de trois options stratégiques : certains dirigeants du FSLN « mettent l'accent sur le développement de la guérilla dans les montagnes », d'autres privilégient au contraire la mobilisation sociale, syndicale et civile dans les centres urbains. La tendance dite « tercériste », autour du futur président de la République du Nicaragua, Daniel Ortega, synthétise les options précédentes (Bensaïd, 2006).

Le « conflit d'intolérables » qui peut associer guerres civiles et « révolutions », violence et politique, n'est pas seulement celui opposant les régimes à ses opposants. Il fait s'affronter également les tenants de la révolution entre eux. Le Parti communiste espagnol et le Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC)¹⁷ répriment le Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM)¹⁸ et la Confédération Nationale du Travail (CNT, anarchiste), au prix d'une guerre civile dans la Catalogne de 1937, si bien comptée par l'écrivain Georges Orwell (Orwell, 1982). Le « conflit d'intolérables » est aussi celui de la juste définition de la « révolution » : pour le PCE et le PSUC, c'est l'heure de la révolution « démocratique bourgeoise et nationale », limitée. Pour le POUM et la CNT, l'heure d'un passage exprès à un socialisme autogestionnaire (Broué et Témime, 1961). La dynamique de guerre civile dans la guerre civile est aussi un processus dans lequel l'acte révolutionnaire initial se retrouve de plus en plus dénationalisé et externalisé : le Parti communiste espagnol (PCE) répond alors aux impératifs stratégiques de Moscou et de la Troisième internationale. Des acteurs militaires qui purent à un moment participer à un processus révolutionnaire trouvent à l'extérieur les moyens de leur pérennisation politique et organisationnelle : ainsi du Komala iranien, formation kurde d'orientation marxiste fondée en 1969. Si le Komala participe bien à la révolution iranienne d'avril 1979, il se retrouve trois ans plus tard à combattre l'armée iranienne dans le cadre d'une alliance avec le régime baathiste irakien, ayant trouvé refuge dans les montagnes du Kurdistan irakien¹⁹.

Depuis 2012, la militarisation progressive du soulèvement syrien amène elle-aussi des guerres civiles dans la guerre civile entre groupes armés se réclamant tous de la chute du régime de Bashar Al-Assad. Le recours à l'aide militaire et logistique extérieure pour certains groupes armés, comme le Front des révolutionnaires de Syrie (Jabaha Thuwâr Sûrîa) de Jamal Maarouf²⁰, tout comme l'abandon de toute logique nationale au profit d'une extension transnationale du champ de bataille à l'Irak et au Liban, en ce qui concerne l'État islamique (EI)²¹, réactivent une problématique ancienne : lorsque la « révolution » se militarise, le champ politique y perd en binarité (« peuple » contre « régimes », opposants contre État) pour voir se démultiplier les conflictualités, de manière tout à la fois politique (les anciens opposants se divisent par les armes), et géographique (la logique révolutionnaire s'externalise et se régionalise). L'un des principaux « conflits d'intolérables » en Syrie, suite au soulèvement du printemps 2011, serait ainsi celui du politique et du militaire : il est reflété, dès le début du soulèvement

¹⁷ Le PSUC, fondé en juillet 1936, regroupait les sections de Catalogne du Parti communiste espagnol et du Parti socialiste ouvrier d'Espagne (PSOE).

¹⁸ Proche un temps de la mouvance trotskyste, le POUM fut fondé en septembre 1935.

¹⁹ Entretien de l'auteur avec des membres du Komala kurde iranien, Suleymaniyya, été 2013 et 2014.

²⁰ Le Front des révolutionnaires de Syrie, particulièrement fort dans la région de Idlib, bénéficie de l'appui du Commandement des opérations militaires (COM), une des rares structures militaires syriennes de l'opposition reconnue par les États-Unis d'Amérique.

²¹ Héritier de l'État islamique en Irak, formation militaire liée à Al-Qaïda dans les années 2000, l'EIL, qui s'est constitué au cours de la guerre civile syrienne à partir de 2012, se distingue aujourd'hui d'Al-Qaïda. L'EIL a été rebaptisé État islamique en juin 2014.

syrien, par les controverses entre le Comité de coordination nationale pour le changement démocratique (CCNCD), opposé au recours aux armes, et le Conseil national syrien (CNS), qui appelle la communauté internationale à soutenir les groupes armés réunis autour de l'Armée syrienne libre (ASL).

La révolution et son contraire

La confusion entre les figures du « révolutionnaire » et du « contre-révolutionnaire » relevée au cours des soulèvements arabes n'est pour sa part pas inédite. Si la « contre-révolution » se distingue si bien de la « restauration », c'est qu'elle sait aussi se réapproprier les thématiques révolutionnaires qui l'avaient précédée. Le coup d'Etat de Louis Napoléon Bonaparte, en 1852, se fait tout autant l'inverse des aspirations démocratiques de la révolution de 1848, que refus du retour au monarchisme, et que reprise de certaines thématiques révolutionnaires. Cette ambiguïté maintenue entre « révolution » et « contre-révolution » fut au cœur du coup d'Etat du général Sissi, en juin 2013 : soutenu par une partie du camp révolutionnaire qui avait participé à la chute de Hosni Moubarak, s'appuyant sur un mouvement populaire se réclamant paradoxalement de la démocratie, il mit fin également à une expérience gouvernementale et présidentielle pour la peine issue des urnes. La « révolution » est appropriée par tous : les Frères musulmans se réfèrent à l'acte fondateur de la chute de l'ancien président Hosni Mubarak. Les militaires, quant à eux, n'hésitent pas à puiser dans un imaginaire national révolutionnaire : celui de la « révolution de 1952 » - d'où une séduction continue exercée sur une partie du « camp révolutionnaire », notamment de gauche et nassérien (Rougier et Lacroix, 2015 : pp 16-17).

L'accusation d'être « contre-révolutionnaire », chez les « révolutionnaires », n'est jamais loin. Le mouvement islamiste Ennahda accuse ses opposants, notamment de gauche, lors de son passage au gouvernement tunisien, de décembre 2011 à janvier 2014, d'aller à l'encontre des « objectifs de la révolution » et de favoriser un retour de « l'ancien régime », tandis que l'extrême-gauche du Front populaire qualifie explicitement la formation islamiste d'être « contre-révolutionnaire » (Dot-Pouillard, 2013). Le terme de « contre-révolutionnaire » a un caractère extensif : s'il sert à l'origine à qualifier les tenants de la « restauration » ou d'un « ancien régime », il désigne par la suite des « révolutionnaires » eux-mêmes. « S'il faut donc toujours une opposition à l'intérieur de la révolution (...) comment s'assurer qu'une opposition intérieure n'est pas une opposition à la révolution ? » (Merleau-Ponty, 1955 : 285) : la Révolution française offre un singulier exemple de cette démultiplication d'accusations « contre-révolutionnaires », dans laquelle l'enjeu reste en réalité la redéfinition permanente, par les acteurs, de la « révolution ». Les députés de la Montagne²² peuvent bien, de 1792 à 1793, qualifier tout à la fois royalistes, Gironde et Marais²³ de « contre-révolutionnaires » : à partir de juin 1793, c'est la Montagne qui se déchire elle-même. La « révolution immédiate » des Enragés et des « Bras-nus »²⁴ s'oppose à la « révolution instituée » (Merleau-Ponty, 1955 : 295) du Comité de salut publique : tous s'accusent

²² La Montagne désigne les députés de la Convention nationale de 1791 les plus radicaux. Robespierre en est l'un des principaux représentants.

²³ Gironde et Marais constituèrent, entre 1791 et 1793, les groupes les plus modérés de la Convention nationale.

²⁴ Situés à la « gauche » des Montagnards, les Enragés furent notamment emmenés par le prêtre conventionnel Jacques Roux. Les « Bras-nus », équivalents de « sans-culottes », se situent également à la gauche des Montagnards en 1792 et 1793 (Guérin, 2013).

d'être contre-révolutionnaires, jusqu'au renversement final de Robespierre du 9 thermidor (27 juillet 1794).

Les « révolutions arabes » font enfin écho à un dernier « conflit d'intolérables ». Celui concernant la « réforme » et la « révolution ». Il marqua les années 1920 : il conditionna même l'adhésion, dès 1919, à la Troisième internationale communiste. Ce débat « réforme » ou/et « révolution » marque aujourd'hui les révolutions arabes – dans des termes idéologiques différents : s'agit-il d'une « révolution permanente » (*thawra dâ'ima*), d'une « révolution continue » (*thawra mustamîra*) ou d'une révolution qui conditionne les réformes nécessaires ? En 2011, un dirigeant du parti islamiste Ennahda, Samir Dilou, futur ministre de la Justice transitionnelle dans le gouvernement de Hamadi Jebeli, nous affirme qu'il faut « approfondir le processus révolutionnaire pour en finir avec la révolution²⁵ ». Ahmed Nejib Chebbi, dirigeant de l'ancien Parti démocrate progressiste (PDP) tunisien, aujourd'hui renommé en Parti Républicain, nous dit à la même période, alors qu'il était encore ministre du Développement régional et local, suivant de quelques jours la chute du président Ben Ali, qu'il se « réclame de Kautsky, et non plus de Lénine²⁶ », phrase d'autant plus significative qu'il fut l'un des principaux animateurs de l'extrême-gauche tunisienne dans les années 1970. La « révolution » prépare les « réformes », qui elle-même prépare la fin nécessaire de la « révolution ». Ce débat « réforme » ou « révolution » fut aussi celui d'une partie de l'opposition syrienne : la gauche se divise alors en deux camps bien distinctes. L'une, constituée autour de l'ancien Parti communiste syrien-Bureau politique de Ryad at-Turk²⁷, membre du Conseil national syrien dès 2011, appelle au renversement le plus immédiat de Bashar al-Assad et s'inscrit dans une logique « révolutionnaire », rencontrant sur ce point les Frères musulmans syriens : le débat stratégique ne recoupe ainsi pas les lignes de clivages idéologiques. A l'inverse, le Parti d'action communiste (PAC) de Abdelaziz al-Kheir, une formation de gauche radicale, ne croit plus dans les vertus de la « révolution », dit craindre dès 2011 une communautarisation du conflit – ce qui traduit, également, une peur de l'islam politique- et appelle explicitement à des « réformes » de la part du régime, sans réclamer le départ de Bashar al-Assad (Lund, 2012).

Les soulèvements arabes ne font pas office de répétition historique : la visée révolutionnaire de l'Etat islamique, à caractère utopique et chiliastique, ne saurait être comparée à celui des révolutionnaires socialistes latino-américains des années 1970, même si une certaine « mystique de la lutte armée » (Dot-Pouillard, 2012) les unit. La comparaison entre les Brigades internationales de l'Espagne de 1936 et l'internationale jihadiste de 2014 présente en Syrie pourrait sembler bien hasardeuse – même si elle induit une nécessaire réflexion sur les processus d'internationalisation du politique et des conflits. Mais les « révolutions arabes » font échos à quelques « conflits d'intolérables » qui caractérisèrent les phénomènes révolutionnaires passés : la guerre

²⁵ Entretien de l'auteur avec Samir Dilou, cadre de la direction du mouvement Ennahda, février 2011.

²⁶ Entretien de l'auteur avec Ahmed Nejib Chebbi, dirigeant du Parti démocratique progressiste (PDP), aujourd'hui Parti républicain (PR), février 2011.

²⁷ Le Parti communiste syrien-Bureau politique (PCS-BP) est issu de la scission, en 1973, de la branche majoritaire du Parti communiste syrien de Khaled Bagdash, intégré au Front national progressiste (FNP) aux côtés du Parti Baath. En 2005, le PCS-BP prend le nom de Parti démocratique du peuple syrien. Le Parti d'action communiste est né en 1976. Son principal leader, Abdelaziz al-Kheir, en dépit de ses appels au dialogue entre l'opposition et le régime, a été arrêté par les autorités syriennes en septembre 2012. Il est porté disparu depuis.

civile et la « révolution », l'opposition quasi-irréductible et toujours répétée entre « réforme » et « révolution », la porosité entre « révolution » et « contre-révolution ».

Le constat désabusé de Maurice Merleau-Ponty au milieu des années 1950, postulant une liaison perpétuelle entre crises révolutionnaires et crises dans la « révolution », dialectisant la « révolution » et son échec logique, « ne veut pas dire que tout est vain et qu'il n'y ait rien à faire : la lutte est à chaque fois autre, le minimum de justice exigible s'élève, et d'ailleurs, selon ces principes mêmes, le conservatisme est l'utopie » (Merleau-Ponty, 1955 : 304-305).

Sources et bibliographie :

Achcar, Gilbert, 2013, *Le Peuple veut. Une exploration radicale du soulèvement arabe*, Sindbad Acte sud, Paris

Agha, Hussein et Malley, Robert, 2012, November 8, « This is not a Revolution », *The New York Review of Books*

Alhaj, Wissam et Dot-Pouillard, Nicolas, 9 mars 2015, « Pourquoi le Hamas et le Hezbollah restent quand même alliés. Au-delà de la crise syrienne et du clivage sunnites-chiïtes », *Orient XXI*, <http://orientxxi.info/magazine/pourquoi-le-hamas-et-le-hezbollah.0831> consulté le 9 mars 2015

Allal, Amin et Pierret, Thomas (Dir.), 2013, *Au cœur des révoltes arabes. Devenir révolutionnaires*, Armand Colin, Paris

Armitage, David, 2015, « Every Great Revolution is a Civil War », in Baker, Keith Michael and Edelstein, Dan (Eds.), *Scripting Revolution*, Stanford University Press, California

Badiou, Alain et Gauchet, Marcel, 2014, *Que faire ? Dialogue sur le communisme, le capitalisme et l'avenir de la démocratie*, Philosophies éditions, Paris

Bechir Ayari, Michaël, et Geisser, Vincent, 2011, *Renaissances arabes. 7 questions clés sur les révolutions en marche*, Editions de l'Atelier, Paris

Bensaïd, Daniel, 2006, « Sur le retour de la question politico-stratégique », *Marxismes au XXI^e siècle*, http://www.marxau21.fr/index.php?option=com_content&view=article&id=42:sur-le-retour-de-la-question-politico-strategique&catid=60:marx-en-politiques&Itemid=83

Bishara, Azmi, 2012, *Fî-l-thawra wa-l-qâbiliyya li-l-thawra (De la révolution et des conditions de la révolution)*, Arab Center for Research and Policy Studies, Beyrouth

Broué, Pierre et Témime, Emile, 1961, *La révolution et la guerre d'Espagne*, Les éditions de Minuit, Paris

Bougra, Abdeljallil, 1993, *Min târikh al-yassâr at-tûnisî. Haraka afâq, 1963-1975 (Sur l'histoire de la gauche tunisienne. Le mouvement Perspectives, 1963-1975)*, Cérès Editions, Tunis.

Bozarslan, Hamit, 2011, « Le Moyen-Orient : heurs et malheurs des passions révolutionnaires », in Bozarslan, Hamit, Bataillon, Gilles et Jaffrelot, Christophe, *Passions révolutionnaires. Amérique latine, Moyen-Orient, Inde*, Editions de l'EHESS, Paris

Burgat, François et Paoli, Bruno, (Dir.), 2013, *Pas de printemps pour la Syrie ? Les clés pour comprendre les acteurs et les défis de la crise (2011-2013)*, Editions La découverte, Paris

Camau, Michel, 2000, « Les voix incertaines de la transitologie : choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de Path Dependence », *Revue française de sciences politiques*, cinquantième année, numéro 4-5

Charif, Maher, 2011, « Les ONG palestiniennes et le politique », in Luizard, Pierre-Jean et Bozzo, Anne (Dir.), *Les sociétés civiles dans le monde musulman*, Editions La découverte, Paris

Collectif, 2012, *Ahmed Othmani. Une vie militante. Ouvrages à plusieurs voix*, Editions Demeter, Tunis

Dabashi, Hamid, 2012, *The Arab Spring. The End of Postcolonialism*, Zed Books, London

Dobry, Michel, 1992, « Problems and Illusions in the Study of Transitions to Democracy », *Sisyphus, Social Studies*, Vol. 9, N 2

Dot-Pouillard, Nicolas, 2008, « De Pékin à Téhéran, en regardant vers Jérusalem. La singulière conversion à l'islamisme des maos du Fatah », *Cahier de l'Institut Religioscope*, Genève.

Dot-Pouillard, Nicolas, 2012, « Les révolutions arabes entre césures et remembrances : tiers-mondisme, question palestinienne et utopies chiliastiques », in Geisser, Vincent (Dir.), *L'Année du Maghreb, 2012, dossier Printemps arabes : une révolution pour les sciences sociales ?*, CNRS Editions, Paris

Dot-Pouillard, Nicolas, 2013, *Tunisie. La révolution et ses passés*, Iremmo/L'Harmattan, Paris

Favier, Agnès, 2004, *Logiques de l'engagement et modes de contestation au Liban. Genèse et éclatement d'une génération de militants intellectuels (1958-1975)*, Thèse de sciences politiques, sous la direction de Schemeil, Yves, Université Paul Cézanne, Aix-Marseille III

Fukuyama, Francis, 2009, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Flammarion, Champs Essais, Paris

Furet, François, 2003, *Le passé d'une illusion*, Le livre de poche, Paris

Guérin, Daniel, 2013, *Bourgeois et Bras-nus. Guerre sociale durant la révolution française (1793-1795)*, Libertalia, Paris

Hattar, Nahed, 2013, *Rabi' za'if. Naqd ath-thawrât al-'arabiyya li-'am 2011 min wajaha nadhr haraka at-tahrir al-watani (Le faux printemps. Critique des révolutions arabes de 2011 du point du mouvement de libération nationale)*, At-taqaddum al-urdunî, Amman

Hobsbawm, Eric J., 2007, *Aux armes historiens. Deux siècles d'histoire de la révolution française*, Editions La découverte, Paris

Hussein, Mahmoud, 1969, *Les luttes de classe en Egypte de 1945 à 1968*, Editions François Maspero, Paris

Kaplan, Steve L., 1993, *Adieu 89*, Editions Fayard, Paris

Lund, Aron, 2012, *Divided they stand. An overview of Syria's political opposition factions*, Olof Palme International Center, Fondation européennes d'études progressistes

- Mannheim, Karl, 2006, *Idéologie et utopie*, Maison des sciences de l'homme
- Marx, Karl, 2007, *Le 18 brumaire de Louis Bonaparte*, Présentations, bibliographies, chronologie et notes par Barot, Emmanuel et Ducangue, Jean-Numa, LGF, Paris
- Massad, Joseph, 30 Mars 2015, « The destructive legacy of Arab liberals », *Electronic Intifada*, <http://electronicintifada.net/content/destructive-legacy-arab-liberals/14385>, consulté le 30 mars 2015
- Mathiez, Albert, 2010, *La réaction thermidorienne*, La Fabrique Editions, Paris
- Mazeau, Guillaume, 16 avril 2013, « La ronde des révolutions », *La vie des idées*, URL : <http://www.laviedesidees.fr/La-ronde-des-revolutions.html>, consulté le 3 mars 2015
- Merleau-Ponty, Maurice, 1955, *Les aventures de la dialectique*, Editions Gallimard, Paris
- Mayer, Arno J., 2002, *Les furies. Violence, vengeance, terreur aux temps de la révolution française et de la révolution russe*, Editions Fayard, Paris
- Naccache, Gilbert, 2011, *Vers la démocratie ?. De l'idéologie du développement à l'idéologie des droits de l'homme*, Mots passants, Tunis
- Nikolski, Véra, 2013, *National bolchévisme et néo-eurasisme dans la Russie contemporaine. La carrière militante d'une idéologie*, Editions Mare et Martin, Paris
- Orwell, Georges, 1982, *Hommage à la Catalogne*, Editions Champs libre, Paris
- Potel, Jean-Yves, 2006, « La fin du communisme », *Revue Strates*, dossier « Nouvelles tensions impériales et recompositions en Europe centrale, orientale et CEI », Laboratoire dynamiques sociales et recompositions des espaces (Ladyss), <http://strates.revues.org/1612>, consulté le 28 février 2015
- Quesnay, Arthur, 2013 « L'insurrection libyenne, un mouvement révolutionnaire décentralisé », in Allal, Amin et Pierret, Thomas (Dir.), *Au cœur des révoltes arabes. Devenir révolutionnaires*, Editions Armand Colin, Paris
- Revue Actuel Marx, 2013, « Populisme. Contre-populisme », numéro 54, Presses universitaires de France, Paris
- Rougier, Bernard, et Lacroix, Stéphane (Dir.), 2015, *L'Égypte en révolution*, Presses universitaires de France, Paris
- Roy, Olivier, 1992, *L'échec de l'islam politique*, Editions du Seuil, Paris
- Saint Just, 2004, *Œuvres complètes, Fragments d'institutions républicaines, Troisième fragment*, Paris, Gallimard
- Soboul, Albert, 1984, *La révolution française*, Gallimard, Paris
- Stora, Benjamin, 2011, *Le 89 arabe. Réflexions sur les révolutions en cours. Dialogue avec Edwy Plenel*, Editions Stock, Paris
- Taqi Ad-Din, Suleiman, 2014, « Al-ʿarab fi-matlaʿ al-alfiyya ath-thâlitha. Beina al-haymana al-imbrâliyya wa at-tadakhul al-iqlîmî » (Les arabes au début du troisième millénaire. Entre l'hégémonie impérialiste et l'intervention régionale), *Bidâyat (Commencements)*, N 8-9, Beyrouth
- Toscano, Albert, 2011, *Le fanatisme. Mode d'emploi*. La Fabrique éditions, Paris

Traboulsi, Fawwaz, 2013, *Thawrât bala thuwwâr* (Des révolutions sans révolutionnaires), Ryad El Rayyes Books, Beyrouth

Trosky, Léon, 2013, *Terrorisme et communisme (l'anti-Kautsky)*, Ink Book

Wahnich, Sophie, 2013, « L'inquiétude de la transmission », in Wahnich, Sophie (Dir.), *Histoire d'un trésor perdu. Transmettre la révolution française*, Les prairies ordinaires, Paris

.